AURÉLIEN BELLANGER

LES DERNIERS JOURS DU PARTI SOCIALISTE

roman

ÉDITIONS DU SEUIL
*57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e^*

Aucun philosophe n'a encore été candidat à la présidence de la V^e^ République. L'ouvrage que vous avez entre les mains relève ainsi de l'histoire contrefactuelle. Si le lecteur retrouve ou croit reconnaître, cependant, certaines personnes réelles, il devra se résoudre à les traiter comme les protagonistes d'une histoire parallèle.

ISBN 978-2-02-157116-5

© ÉDITIONS DU SEUIL, AOÛT 2024

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

PROLOGUE

Les secrets de l'histoire contemporaine

Tout a été dit sur le Mouvement du 9 décembre.

On a accusé les premiers signataires de son manifeste éponyme, publié le 9 décembre 2015, jour anniversaire de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, d'avoir saboté la fin du quinquennat de Hollande, d'avoir détruit le Parti socialiste, d'avoir fait passer la gauche à droite, d'avoir réintroduit le fascisme en France.

C'est la légende noire.

Ses anciens membres traînent, il est vrai, une réputation sulfureuse, entre procès pour cyberharcèlement, accusations de détournement de fonds, soupçons de racisme ou de trahison des idéaux républicains. Son dernier dirigeant a été recruté par le Rassemblement national pour être sa tête de liste aux européennes de 2024.

Grémond, le fondateur du Mouvement, n'est plus là pour se défendre. Sa mort, survenue pendant la campagne présidentielle de 2022, a laissé le Mouvement orphelin. Conçu

comme une réponse aux attentats de 2015 par cet apparatchik du Parti socialiste frustré de n'en être jamais devenu l'un des éléphants, le Mouvement du 9 décembre a connu son apogée au tournant des années 2020. Il appartient désormais à l'histoire politique de la France — *sinon à son histoire religieuse*.

C'est la légende dorée, celle d'un groupe de héros, au sens le plus antique du terme, confrontés autant aux agissements machiavéliques des adversaires les plus résolus de la laïcité — des adversaires prêts à tuer au nom de Dieu — qu'à la calomnie des belles âmes voulant à tout prix voir dans leur combat une croisade islamophobe.

Se pencher sur l'histoire du Mouvement du 9 décembre, c'est toucher à ce qui fait d'habitude défaut à l'historien : le zeitgeist, l'esprit du temps qui semble bien s'être incarné ici, pour le meilleur et pour le pire.

Retracer l'histoire du Mouvement, c'est plonger dans les derniers secrets de l'histoire contemporaine. Tout s'est joué dans les coulisses, ou plus discrètement encore, dans le tréfonds des consciences.

Ainsi, l'aventure politique du Mouvement ne doit pas occulter sa nature confidentielle. De même que l'activisme dont ont témoigné ses membres éminents — leur hypervisibilité médiatique — ne doit pas masquer leur penchant à envisager le Mouvement à la manière d'une société secrète, aux ramifications inconnues, parfois proche d'un

gouvernement parallèle. Certains de ses anciens membres nous ont montré les textos, précieusement conservés, que leur avaient envoyés des ministres ou des patrons de presse. La théorie du complot nous a cependant servi de constant repoussoir. Non, le Mouvement du 9 décembre n'a pas pu être, comme ils le laissaient entendre, le seul acteur des années post-attentats, ni l'unique explication des événements politiques du temps.

Il ne nous a toutefois pas été permis d'éluder la délicate « affaire Sauveterre », du nom de cet écrivain devenu l'un des adversaires principaux du Mouvement et qui, au-delà de ses exagérations romanesques, aura démontré, par sa mort énigmatique, qu'il avait peut-être eu raison de le redouter.

Le réexamen de l'affaire Sauveterre nous a menés au *Cercle de la raison*, le journal qui aura été l'organe officieux du Mouvement — son *Action française*. Nous apporterons d'ailleurs la preuve de la proximité de son rédacteur en chef, l'influent philosophe Taillevent, avec son meilleur adversaire, le redoutable Frayère, philosophe, membre lui aussi du comité de rédaction du *Cercle de la raison*, mais surtout candidat surprise et sensation de la présidentielle de 2022. Frayère dont la dérive fasciste n'est pas, nous le verrons, étrangère au Mouvement du 9 décembre.

Le Mouvement du 9 décembre est l'emblème des temps troublés que nous traversons. Il ne sera pas possible, dans

ce seul ouvrage, de délier tous les destins qui s'y sont entrecroisés : il faudrait être romancier, il faudrait être Sauveterre, il faudrait être Balzac pour y parvenir. Une lecture attentive des *Cahiers de prison* du martyr de la gauche italienne Antonio Gramsci a néanmoins apporté un éclairage indirect sur tout cela, l'Italie ayant souvent eu, depuis Machiavel et Mussolini, jusqu'à Berlusconi, Beppe Grillo ou Giorgia Meloni, un coup d'avance sur le monde en ces matières-là. C'est ainsi à travers le concept clé d'*hégémonie culturelle* de l'intellectuel italien que nous avons trouvé formulé avec le plus de netteté le projet du Mouvement du 9 décembre : c'est cette hégémonie, plutôt que simplement le pouvoir, que celui-ci a voulu conquérir. La véritable bataille ne se fait ni dans les urnes, ni dans les rues, elle est intellectuelle.

On a dit qu'il n'y avait plus ni gauche ni droite. Si cela est vrai, c'est largement l'œuvre du Mouvement du 9 décembre, qui a assuré la liquidation idéologique du vieux Parti socialiste et qui, plus encore, a dressé entre la droite et la gauche des passerelles autrement plus solides et stables que les vaisseaux de papier du « en même temps » présidentiel. Car si la droite et la gauche ont pu disparaître, à un moment, en France, c'est parce qu'un clivage plus opérant s'est dessiné entre ennemis et amis du Mouvement du 9 décembre — entre ceux qui pensent que l'islam a toute sa place en France et ceux qui pensent qu'il doit en être éradiqué. Si effrayante soit-elle, cette stratégie de la guerre de

civilisation à outrance pourrait représenter l'héritage principal du Mouvement.

C'est en tout cas l'interprétation de ceux qui soutiennent que sa bataille pour la laïcité serait une version policée de la théorie du grand remplacement. Présenté de la sorte, le Mouvement cesse d'être le principal facteur de confusion idéologique de l'histoire contemporaine, pour devenir un symptôme de la *droitisation* de la vie politique française. Il n'aurait été que le cheval de Troie d'une idéologie suprémaciste antérieure à lui, la reformulation en langue républicaine, dans le contexte incroyablement propice de l'après-attentats, du vieux fond idéologique de l'extrême droite française. Mais le tirer du côté de l'extrême droite ne permet pas d'expliquer comment il a pu initialement séduire des républicains sincères, des militants antiracistes, et plus généralement, toute une partie du peuple de gauche. Historiquement, le Mouvement naît bien à l'intérieur du Parti socialiste, comme un courant de celui-ci. En cela, son rapide développement pourrait s'apparenter à une folie collective.

Deux thèses s'affrontent ici. Celle qui — estimant que le Mouvement du 9 décembre a été la première réaction citoyenne, politiquement articulée, au choc des attentats — le considère comme l'une des raisons qui ont permis à la France de *tenir*. Celle qui — rappelant que le but du terrorisme, arme du faible, n'est pas de l'emporter directement, mais de chercher à ce que les dommages que s'infligera en réaction la société visée soient sans commune mesure avec

la gravité de l'attaque initiale — considère l'apparition du Mouvement comme ce dommage principal.

Si l'histoire contemporaine est un récit chiffré, le Mouvement du 9 décembre pourrait en être la clé.

PREMIÈRE PARTIE

Le cardinal de Solférino

Un jeune socialiste

Avant d'être le responsable de la fin de l'âge d'or du Parti socialiste, le fossoyeur de la synthèse mitterrandienne, du compromis jospiniste, de la rébellion anaphorienne du hollandisme contre les dérives droitières du sarkozysme, avant d'être celui qui a rendu possible que la séquence ouverte en 1789, plus grande et plus longue séquence progressiste de l'histoire mondiale, s'achève, avant d'être celui qui a retiré le progrès à la gauche et qui a fait de celle-ci un bastion réactionnaire, Grémond avait été un sympathisant anonyme, un militant passionné, un syndicaliste étudiant, un membre du Mouvement des jeunes socialistes. Il avait pu mesurer, pas à pas, tout le chemin à parcourir pour devenir quelqu'un dont la voix compte à la tribune, et qui pourrait, dans les congrès, apporter les suffrages qui feront la différence. C'était là son rêve depuis toujours. Mais il n'a jamais méprisé, pour autant, le travail de terrain, les aspects les plus concrets de son engagement : le tractage, le collage

d'affiches, les discussions politiques à n'en plus finir pour convaincre du bien-fondé du projet socialiste ceux à qui l'ancien allié communiste avait fait un peu peur, ou ceux qui, venant au contraire du gauchisme, tenaient les socialistes pour des social-traîtres.

À ses débuts en politique — blocages de lycées, puis de facs, manifs contre la loi Devaquet, marches silencieuses pour Malik Oussekine —, on considérait déjà moins ces militants d'extrême gauche comme des révolutionnaires potentiels que comme des éléments, vieillissants, du folklore politique de la France. La phraséologie révolutionnaire elle-même, maintenant que la gauche avait conquis l'appareil d'État et la technostructure, ressemblait à un idiome en voie de disparition. On s'appelait de moins en moins « camarade » et on ne connaissait plus que le refrain de *L'Internationale*. S'il restait bien, en dehors du Parti socialiste, des militants n'ayant pas renoncé à la révolution, ceux-ci n'étaient plus qu'un prétexte à ironiser sur le mélange, tactiquement inepte, entre le jusqu'au-boutisme de leurs revendications et l'émiettement comique de leurs factions. On aimait se moquer de cette extrême gauche qui, plutôt que de prendre le pouvoir, le laissait filer entre les doigts des motions rivales. On ne se privait pas de citer Lénine — « le gauchisme comme maladie infantile du communisme » — ou de se répéter cette blague sur le fait qu'à partir de trois membres, les groupuscules trotskistes étaient menacés de scission.

Ainsi, l'extrême gauche était entrée dans sa phase finale de décomposition, au point que le président Mitterrand, par un acte de charité un peu retors, put offrir aux derniers radicaux, sous la bannière en apparence neutre du mouvement SOS Racisme, une ultime chance de se rattacher à la gauche de gouvernement. Imaginé par d'anciens trotskistes, ce mouvement avait autant pour but de gagner le vote des banlieues que de servir de sas vers le socialisme aux gauchistes des centres-villes.

Du lieu où il était, de l'intérieur des syndicats lycéen et étudiant où il militait, le jeune Grémond n'avait pas encore cédé à cette approche un rien cynique des choses. Ceux qui s'engageaient alors en politique, avec toute la flamme de leurs dix-sept ans, n'étaient pas uniquement destinés à amuser les chansonniers de droite ou à se faire manipuler par le vieux président. Entre la naïveté et le calcul, le jeune syndicaliste croit à l'existence de forces politiques élémentaires se tenant autour de lui comme en suspension — et que sa parole d'orateur débutant parvient parfois à rendre visible, sinon à cristalliser. Le foyer originel de la politique est ici, plutôt que dans les cabinets ministériels. À condition de savoir sentir quel courant a une chance de l'emporter — ou quelle est la ligne de moindre pente. Le lieu même de la politique, celui des futures prises de pouvoir et des inflexions sociales majeures, demeure cette assemblée originelle qu'on appelle l'AG — l'assemblée générale des

mouvements de grève et de blocage en milieu lycéen et universitaire.

Ceux qui, devenus ministres, se moquaient de ce *basisme* ou, pour les plus cultivés d'entre eux, « des tendances messianiques de la gauche Spontex », avaient oublié qu'ils devaient leur carrière et leur logiciel idéologique aux amphis de Mai 68. Selon les analyses du jeune Grémond, qui notait quotidiennement ses réflexions dans des cahiers lui servant aussi à rédiger les brouillons de ses discours ainsi qu'à mettre à jour ses listes d'amis et d'ennemis, le véritable premier tour de la présidentielle de 1981 avait eu lieu treize ans plus tôt dans la cour de la Sorbonne. Et l'élection de Mitterrand était bien la preuve, qui avait un peu tardé à se manifester pendant les tumultueuses années 1970, qu'il existait toujours une motion capable de passer tous les obstacles. Une voie minoritaire qui seule rejoindrait la mer de la révolution ou, plus modestement, celle de l'exercice du pouvoir. La quantité d'obstacles que pourrait éviter ou avaler le fleuve se décidait dès sa source juvénile. À fédérer trop tôt, à mélanger les eaux, on n'obtiendrait au final qu'une mare boueuse. La recherche de pureté des révolutionnaires était tout sauf ridicule. Les courants qui se dégageaient des débats en AG étaient les principaux moteurs de l'histoire, bien plus que les traités, les guerres ou les révolutions. Qu'un courant trotskiste ultraminoritaire se scinde en deux entités pouvait paraître ridicule, mais ce n'était pas autrement que l'histoire universelle, à pas de loup, avait connu ses plus beaux

progrès. Grémond, sur ce point, ne varierait jamais. Il veillerait toujours à respecter motions, nuances et subtilités, sinon susceptibilités, du spectre politique — il apprendrait seulement à élargir peu à peu celui-ci…

Cette conception de la politique, Grémond en avait eu la compréhension la plus claire devant les gradins du plus petit des amphis de la fac de Nanterre, alors qu'il était à la tribune, silencieux, à côté d'un camarade qui tentait en vain de trouver une issue à l'ornière où le mouvement local contre le « Smic jeune » du gouvernement Balladur s'était mis — entre ceux qui pensaient abattre le capitalisme aussi facilement qu'ils avaient renversé le distributeur de Coca-Cola de l'atrium et ceux qui voulaient plutôt négocier avec le patronat la rémunération des stages de 4e. Comment sortir par le haut d'une telle impasse ?

Le jeu politique, Grémond s'en aperçut soudain, était parfaitement structuré devant lui. Debout au pied de la tribune, car ils avaient refusé de s'asseoir, habillés en noir, les militants autonomes ; au premier rang les trotskistes de la LCR, les bons élèves de la révolution ; derrière eux, les Jeunes Communistes, qui se faisaient discrets depuis la disparition de l'URSS, et enfin, tout en haut, reconnaissables à leurs keffiehs, les internationalistes qui agitaient de mystérieux drapeaux aux couleurs d'une armée mexicaine.

Et s'il manquait les socialistes, *les seuls véritables adultes de la pièce*, c'est qu'ils étaient sur scène. Dégager une

stratégie commune, c'est la vision qu'avait eue Grémond, était leur grande prérogative. Car c'était autour d'eux seuls que l'union de la gauche pouvait être réalisée, en vertu de leur légendaire modération, tempérée par le caractère infini de leur progressisme.

L'orateur, cependant, était remarquablement faible et n'arrivait à convaincre personne. On se regardait dans les gradins d'un air perplexe, puis consterné. Grémond aurait-il dû prendre la parole ? Il savait ce qu'il fallait dire, les concepts lui venaient tout seuls. Et s'il avait au début tendu quelques éléments de langage à son catastrophique voisin, l'usage que celui-ci en avait fait, plein de contresens, l'avait dissuadé de continuer. Il se contentait donc de prononcer un discours alternatif en silence, s'imaginant convaincre le premier, le deuxième, le troisième rang du bien-fondé de sa stratégie — il se voyait porté par la foule, comme dans un concert de rock, et déposé au sommet de la pensée politique. Il aurait suffi qu'il prenne le mégaphone, que son voisin lui aurait d'ailleurs volontiers cédé. Mais quand il se décida enfin à agir, l'hostilité du public avait atteint un niveau tel que seule la retraite demeurait envisageable, et il entraîna son camarade non pas sur la ligne de crête du monde politique, mais dans l'espèce de souterrain qui s'ouvrait à droite de la tribune et permettait une sortie rapide.

Les sciences politiques

Les cheveux noirs et raides, les yeux un peu rapprochés mais le regard intense, Grémond, jeune, n'était pas totalement dépourvu de charme — on pouvait même lui trouver une ressemblance avec certaines représentations de Jules César. Le destin l'a cependant relégué plutôt à l'arrière-plan que mené à ce genre de destinée impériale : il fait partie du décor, personnage secondaire de la gauche de gouvernement, général sans troupe, néanmoins torturé par le démon de la stratégie politique. Ne parlant que de cela, pouvant réciter de mémoire quasiment tous les gouvernements de la V^{e}, connaissant le nom des directeurs de cabinet et sachant identifier une plume à ses tournures de phrases, il commence ses journées, au café en bas de chez lui, par une lecture exhaustive de la presse quotidienne. Puis, une fois à son bureau rue de Solférino, il lit la presse magazine et les lettres d'information spécialisées qui le renseignent sur les nommés, les promus, les mis en réserve ou les limogés

— la République est un vaste organigramme plein d'opportunités à saisir. Et cette idée, qui l'enchante, l'aide à tenir jusqu'à l'heure d'arrivée du *Monde*, en toute fin de matinée.

Le parcours professionnel de Grémond présente un évident paradoxe. À l'exception des quelques années où il a été adjoint au maire de Créteil, ce professionnel de la politique, ce permanent du PS n'a jamais été un politicien professionnel, de ceux qu'on élit ou qu'on nomme ministres.

Une vingtaine d'années passées à Solférino, presque autant, en parallèle, à enseigner les sciences politiques — la politique dans ce qu'elle a de plus politicienne, la « popol », tout en gardant le souci de la théoriser. Techniquement, Grémond est d'ailleurs professeur à Sciences Po, c'est ce qu'on écrit sous son visage quand on l'invite sur La Chaîne parlementaire ou, plus rarement, sur le plateau de BFM. Mais le bandeau a quelque chose d'un peu mensonger : sous « enseignant à Sciences Po », on n'a pas la place, ou c'est lui qui le demande, de préciser que c'est à Toulouse, entre Saint-Sernin et les Jacobins, et non rue Saint-Guillaume à Paris.

Enseigner en province, il a toujours trouvé la chose un peu vexante, avec un CV aussi impeccable : l'agrégation — même s'il l'a obtenue de justesse et tardivement —, un doctorat, avec une thèse, critique, sur Charles Taylor, l'un des théoriciens du communautarisme anglo-saxon, quantité d'articles sur l'histoire de la gauche française, deux livres à l'origine de concepts largement repris, comme

ceux d'*inquiétude existentielle* ou de *cercle de la raison*. C'est par ses livres qu'il a échappé au travers habituel des sciences politiques à la française qui ne sont, trop souvent, que descriptives — c'est en tout cas à cette neutralité politique que l'éminente figure de René Rémond les avait assignées il y a un demi-siècle, avec son livre fondateur sur les familles de la droite. Sans doute parce que la droite est plus statique que la gauche, aime-t-il suggérer à ses étudiants, dont les meilleurs se souviennent de l'étrange manière qu'il avait eu de se présenter en début d'année : « Grémond : comme Rémond avec un G à gauche. » Sa conviction profonde, c'est que les sciences politiques visent à informer l'action politique. C'était déjà le sens de son premier article, paru alors qu'il était encore doctorant, en 1998, et qui finissait sur ces mots : « Les sciences politiques ne doivent pas commenter l'action politique, c'est l'action politique qui doit être le commentaire des sciences politiques. »

Si les sciences politiques étaient bien sûr à la hauteur.

La désillusion, en arrivant dans la ville de Zebda et des Motivés, après un voyage en train de près de sept heures, avait été brutale. Partout dans l'amphi, des étudiants avec bandana ou dreadlocks. Des piercings à tous les nez, des crayons dans tous les cheveux. Il avait eu l'impression de débarquer à Seattle, Gênes ou Porto Alegre — l'un de ces endroits où la gauche, par fidélité à ses idéaux internationalistes, croyait qu'elle pourrait opposer à la mondialisation un tournant altermondialiste.

Et cela s'était empiré dès qu'il avait entendu ses élèves parler avec cet accent toulousain si caractéristique. Non pas que Grémond soit spécialement snob. Mais il avait connu Sciences Po, le vrai, celui de Paris. Et c'était un jeu auquel, étudiant, il s'était souvent amusé là-bas : devant n'importe quel groupe d'élèves, il était capable de distribuer les maroquins ministériels et de discerner, pourquoi pas, à certains signes, le futur locataire de l'Élysée ou de Matignon. Or ici, à Toulouse, c'est à peine s'il parvenait à visualiser un futur conseiller municipal d'opposition écologiste d'une ville moyenne de la région Midi-Pyrénées.

Un purgatoire, voilà comment Grémond avait vécu ses années toulousaines. Avant de découvrir l'usage politique qu'il pourrait en faire quand il avait finalement condescendu à louer un studio pour s'éviter de trop fréquents voyages, puis commencé à prendre, de façon lente et imperceptible, cet accent impossible — l'accent de Jaurès, celui des républicains d'autrefois, celui de Gambetta, d'Émile Combes. Et on l'avait vu peu à peu revendiquer auprès de ses amis parisiens cet héritage glorieux. Sa grande phrase, qu'il se plaisait à répéter, croyant à son pouvoir performatif, était : « Depuis quand le Sud n'a pas donné de grands hommes d'État à la France ? » Et il jubilait en voyant ses interlocuteurs proposer sans conviction les noms de Pasqua ou de Defferre, il souriait en les regardant, inévitablement, remonter jusqu'à Jaurès — et il jouissait de cette subliminale association qu'il avait provoquée.

Mais ce n'était plus, hélas, les mineurs de Carmaux ou les viticulteurs du Midi qu'il avait devant lui, ni même les élites radicales attendues — des fils de francs-maçons, des bouffeurs de curés qui auraient représenté sa clientèle rêvée pour un éventuel mandat local et une fantasmatique remontée à Paris. Le contingent sociologique le plus imposant était même formé par des jeunes femmes voilées qui, provocatrices, se mettaient au premier rang. Ces réfractaires à l'esprit républicain se payaient même le luxe d'être de bonnes élèves. Elles avaient, comme les autres, noté la date fatidique du 9 décembre 1905 sur leurs ordinateurs portables quand il avait abordé, dans son cours magistral sur l'histoire de la gauche au XX^e^ siècle, le sujet de la laïcité, et s'étaient montrées imperturbables pendant les deux heures qui avaient suivi. Et à l'examen, rien ne lui avait permis de distinguer leurs copies de celles des autres étudiants. Ni les leurs, ni celles de leurs *maris* : il avait entendu parler, par différents collègues, de la question délicate des mariages religieux sans cérémonie civile que contractaient certains étudiants musulmans pour pouvoir *légitimer* leur union et entretenir des relations sexuelles.

Grémond venait lui d'épouser, civilement, une banquière bien plus riche que lui mais suffisamment cultivée et assez affranchie pour choisir un mari socialiste. À Paris, où le couple s'était installé dans un bel appartement du VII^e^,

Grémond s'était rapproché de la revue *Polis* qui serait la première à théoriser sur ces questions religieuses délicates, en les ramenant moins à des archaïsmes qu'à des témoignages exacerbés de la sensibilité postmoderne à l'œuvre dans les démocraties. « Ces têtes voilées, écrivit ainsi Grémond dans l'une de ses contributions, relèvent d'un carnaval identitaire. » C'était une jolie manière de reformuler l'un des grands thèmes de la revue. Son fondateur, qui se revendiquait de Tocqueville, analysait depuis un quart de siècle les dévoiements *hyperindividualistes* de la démocratie — « en homme de gauche lucide sur les dérives possible de l'égalité ». Son livre sur le sujet, *Les Individus contre l'histoire*, faisait autorité. À peine lui reprochait-on, parfois, de caricaturer les luttes pour l'émancipation en les réduisant à des crises d'hystérie identitaire tardives. « Si la Grand Guerre était déjà en germe dans les mouvements de libération de 1848, il est à craindre que les mouvements de 1968 n'engendrent à leur tour leur propre conflit majeur — dont le terrorisme islamique mondialisé pourrait être l'une des formes possibles », avait-il écrit, dans un raccourci saisissant, dès le début des années 1990.

Grémond, rapidement présent à tous les comités de rédaction, et très prolifique, avait traduit pour la revue un article d'Allan Bloom contre la ségrégation positive à l'université, décrite comme une version contemporaine du tragique édit par lequel Caracalla, en rendant la citoyenneté romaine universelle, avait précipité l'effondrement de l'Empire — « Une République bien tenue, suggérait Grémond

dans sa courte introduction, suppose de conserver toujours un noyau d'élitisme. Et il est du devoir de la méritocratie, donc de l'université, d'assurer le bon renouvellement de cette élite. Hors de laquelle il n'est point d'émancipation véritable. L'égalitarisme vulgaire néglige cela. Le droit des individus est la récompense des devoirs accomplis. Jamais on n'a vu Allan Bloom, dont l'homosexualité était notoire, se référer à celle-ci pour quémander le moindre droit. »

Cette défense théorique de l'élitisme consolait Grémond de la nullité de ses élèves et lui permettait, surtout, de donner à ce qu'il observait sur le terrain les dimensions épiques d'un combat pour la civilisation.

Ce qu'il percevait à Sciences Po Toulouse, dans une institution malgré tout sélective, n'était d'ailleurs que la partie émergée de l'iceberg. Ce qui remontait de l'université du Mirail, littéralement encerclée par des quartiers sensibles, était autrement plus alarmant : des associations confessionnelles toutes-puissantes faisaient la loi sur le campus et pouvaient d'autant plus librement jouer les Tartuffe qu'elles venaient d'obtenir l'interdiction de la pièce. L'affaire était hallucinante, mais elle était restée cantonnée à la presse locale, les réseaux sociaux, en ce début des années 2000, n'existant pas encore. Les représentations de la pièce, montée par des étudiants, avaient été annulées au motif que celui qui interprétait Tartuffe, un brillant étudiant d'origine algérienne, avait reçu des menaces de mort.

Grémond s'était mis en tête de le retrouver. Il y avait dans son histoire quelque chose d'exemplaire qui, politiquement, pourrait servir un jour.

Le hasard fit bien les choses. Grémond découvrit qu'il l'avait en réalité en face de lui depuis la rentrée et que c'était même l'un de ses meilleurs étudiants, un de ceux qui participaient le plus, l'un des rares que l'histoire de la gauche ne semblait pas plonger dans un état d'hébétude. Chose étrange, il n'aurait jamais cru qu'il puisse être arabe.

Ils sympathisèrent. L'étudiant lui raconta son adolescence, celle d'un adolescent homosexuel dans l'Algérie des années 1990 — expérience qui l'avait rendu profondément hostile à tous les fanatismes. Grémond le fit entrer à la section locale du PS de son quartier, où il allait prendre la température politique, tous les mardis soir — c'était le jour où il dormait à Toulouse depuis qu'il avait réussi à concentrer ses cours sur le début de la semaine. Il n'avait aucune fonction dans cette section, sinon d'être l'homme de Solférino. Le jeune Tartuffe en deviendrait rapidement le chef, puis serait un membre influent du conseil de la métropole — avant de succéder bien plus tard à Grémond à la présidence du Mouvement du 9 décembre. Un coup majeur dans l'histoire du Mouvement, et un éclatant rebondissement de ce *Tartuffe* interdit, mais continué en secret : ce n'était pas un musulman qui se cachait sous la robe de l'imposteur, mais un redoutable militant de la laïcité.